

Avis 45-308 du personnel des ACVM (révisé)

Indications relatives à l'établissement et au dépôt d'une déclaration de placement avec dispense en vertu de la Norme canadienne 45-106 sur les *dispenses de prospectus*

Publié pour la première fois le 26 avril 2012, révisé le 25 juin 2015 et le 7 avril 2016

Le 7 avril 2016

Objet

Le personnel des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (les **ACVM** ou **nous**) a rédigé le présent avis du personnel révisé (l'**avis**) pour aider les émetteurs, les preneurs fermes et leurs conseillers à établir et à déposer la nouvelle déclaration de placement avec dispense harmonisée (la **nouvelle déclaration**) introduite par les modifications apportées à la Norme canadienne 45-106 sur les *dispenses de prospectus* (la **Norme canadienne 45-106**) et à l'Instruction complémentaire relative à la Norme canadienne 45-106 sur les *dispenses de prospectus* publiés le 7 avril 2016 (les **modifications**). Sous réserve de l'approbation des ministres compétents, les modifications, y compris la nouvelle déclaration, entreront en vigueur le 30 juin 2016.

Le présent avis remplace une version antérieure publiée le 25 juin 2015.

Il inclut les documents suivants afin d'aider les émetteurs, les preneurs fermes et leurs conseillers à se préparer pour la transition vers la nouvelle déclaration et les changements introduits par celle-ci.

- Annexe 1 – Conseils pour remplir et déposer la nouvelle déclaration
- Annexe 2 – Liste de vérification des nouvelles obligations d'information
- Annexe 3 – Foire aux questions
- Annexe 4 – Transition vers la nouvelle déclaration

Nous pourrions éventuellement publier de nouveau le présent avis pour répondre à d'autres questions se posant en vue de remplir et de déposer la nouvelle déclaration.

Contexte

Les émetteurs et les preneurs fermes qui se prévalent de certaines dispenses de prospectus pour placer des titres sont tenus de déposer une déclaration de placement avec dispense dans le délai prescrit.

Actuellement, la forme de la déclaration est prévue à l'Annexe 45-106A1, *Déclaration de placement avec dispense* (l'**Annexe 45-106A1**) dans tous les territoires membres des ACVM, à l'exception de la Colombie-Britannique. Dans ce territoire, la forme est prévue à l'Annexe 45-106A6, *Déclaration de placement avec dispense en Colombie-Britannique* (l'**Annexe 45-106A6**, qui, avec l'Annexe 45-106A1, sont désignées comme les **déclarations actuelles**).

Les modifications s'appliqueront dans l'ensemble des territoires membres des ACVM et viennent

remplacer les déclarations actuelles par la nouvelle déclaration tant pour les émetteurs qui sont des fonds d'investissements que pour ceux qui n'en sont pas et qui placent des titres sous le régime de certaines dispenses de prospectus.

Annexes à l'avis

Annexe 1 – Conseils pour remplir et déposer la nouvelle déclaration

Annexe 2 – Liste de vérification des nouvelles obligations d'information

Annexe 3 – Foire aux questions

Annexe 4 – Transition vers la nouvelle déclaration

Questions

Pour toute question, veuillez vous adresser à l'une des personnes suivantes :

Georgia Koutrikas

Analyste, Financement des sociétés
Autorité des marchés financiers
514 395-0337, poste 4393
georgia.koutrikas@lautorite.qc.ca

Jo-Anne Matear

Manager, Corporate Finance Branch
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
416 593-2323
jmatear@osc.gov.on.ca

Kevin Yang

Senior Research Analyst, Strategy and Operations
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
416 204-8983
kyang@osc.gov.on.ca

Lina Creta

Senior Accountant, Compliance and Registrant
Regulation Branch
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
416 593-8963
lcreta@osc.gov.on.ca

Victoria Steeves

Senior Legal Counsel, Corporate Finance
British Columbia Securities Commission
604 899-6791
vsteeves@bcsc.bc.ca

Christopher Peng

Legal Counsel, Corporate Finance
Alberta Securities Commission
403 297-4230
christopher.peng@asc.ca

Mathieu Simard

Conseiller expert, Fonds d'investissement
Autorité des marchés financiers
514 395-0337, poste 4471
mathieu.simard@lautorite.qc.ca

Daphne Wong

Legal Counsel, Corporate Finance Branch
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
416 593-8125
dwong@osc.gov.on.ca

Frederick Gerra

Legal Counsel, Investment Funds and Structured
Products
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
416 204-4956
fgerra@osc.gov.on.ca

Jody-Ann Edman

Assistant Manager, Financial Reporting
British Columbia Securities Commission
604 899-6698
jedman@bcsc.bc.ca

Steven Weimer

Senior Markets & Risk Analyst
Alberta Securities Commission
403 355-9035
steven.weimer@asc.ca

Tony Herdzik

Deputy Director, Corporate Finance
Financial and Consumer Affairs Authority of
Saskatchewan
306 787-5849
tony.herdzik@gov.sk.ca

Ella-Jane Loomis

Conseillère juridique principale, Valeurs mobilières
Commission des services financiers et des services
aux consommateurs
(Nouveau-Brunswick)
506 658-2602
ella-jane.loomis@fcnb.ca

Jack Jiang

Securities Analyst, Corporate Finance
Nova Scotia Securities Commission
902 424-7059
jack.jiang@novascotia.ca

John O'Brien

Superintendent of Securities
Office of the Superintendent of Securities
Gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador
709 729-4909
JohnOBrien@gov.nl.ca

Thomas W. Hall

Surintendant des valeurs mobilières
Ministère de la Justice
Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest
867 767-9305
tom_hall@gov.nt.ca

Wayne Bridgeman

Deputy Director, Corporate Finance
Commission des valeurs mobilières du Manitoba
204 945-4905
wayne.bridgeman@gov.mb.ca

Kevin G. Redden

Director, Corporate Finance
Nova Scotia Securities Commission
902 424-5343
kevin.redden@novascotia.ca

Steven D. Dowling

Acting Director
Consumer, Labour and Financial Services Division
Department of Justice and Public Safety
Gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard
902 368-4551
sddowling@gov.pe.ca

Rhonda Horte

Securities Officer
Bureau du surintendant des valeurs mobilières
Gouvernement du Yukon
867 667-5466
rhonda.horte@gov.yk.ca

Jeff Mason

Superintendent of Securities
Ministère de la Justice
Gouvernement du Nunavut
867 975-6591
jmason@gov.nu.ca

ANNEXE 1

Conseils pour remplir et déposer la nouvelle déclaration

Voici quelques conseils pour aider les émetteurs, les preneurs fermes et les conseillers à remplir et à déposer la nouvelle déclaration.

1. Déposer la déclaration à temps

Les émetteurs doivent déposer la déclaration dans chaque territoire du Canada où le placement a eu lieu. La date limite pour le dépôt de la déclaration tombe généralement 10 jours après le placement. Si l'émetteur dépose une déclaration pour des placements effectués à des dates différentes, les placements doivent avoir lieu au cours d'une période de 10 jours et le dépôt doit se faire au plus tard 10 jours après la date du premier placement.

Les émetteurs qui sont des fonds d'investissement se prévalant de certaines dispenses de prospectus ont le choix de déposer la déclaration annuellement, dans les 30 jours suivant la fin de l'année civile. Seuls les émetteurs qui sont des fonds d'investissement et qui placent des titres sous le régime des dispenses de prospectus suivantes en vertu de la Norme canadienne 45-106 ont cette possibilité :

- article 2.3¹ [*Investisseur qualifié*];
- article 2.10 [*Investissement d'une somme minimale*];
- article 2.19 [*Investissement additionnel dans un fonds d'investissement*].

2. Payer les droits exigibles

Les émetteurs sont tenus de payer les droits exigibles dans chaque territoire du Canada où la déclaration est déposée. Pour établir les droits exigibles dans un territoire donné, consulter la législation en valeurs mobilières de celui-ci.

Le fait d'indiquer tous les souscripteurs ou acquéreurs dans une seule déclaration n'a pas d'incidence sur les droits de dépôt.

3. Inclure la liste complète des souscripteurs ou acquéreurs dans la déclaration

Les émetteurs doivent s'assurer que le paragraphe *f* de la rubrique 7 et l'Appendice 1 incluent tous les souscripteurs ou acquéreurs ayant participé au placement.

L'émetteur situé à l'étranger qui effectue un placement dans un territoire du Canada doit fournir dans la déclaration des renseignements sur les souscripteurs ou les acquéreurs qui résident dans ce territoire uniquement. Se reporter à la question 12 de l'Annexe 3 pour d'autres indications sur les émetteurs situés à l'étranger.

L'émetteur qui effectue un placement dans plus d'un territoire du Canada peut remplir une seule déclaration indiquant tous les souscripteurs ou acquéreurs et la déposer dans chaque territoire concerné.

¹ Ce choix est également offert aux émetteurs qui sont des fonds d'investissement et qui placent des titres sous le régime de l'article 73.3 de la *Loi sur les valeurs mobilières* de l'Ontario.

4. Veiller à ce que l'information fournie dans la déclaration et les appendices corresponde

Les émetteurs devraient vérifier que l'information fournie dans la déclaration et les appendices corresponde et soit exacte. En particulier, ils devraient veiller à ce que :

- l'information fournie à la rubrique 7 au sujet de la date du placement, du nombre et du type de titres placés, du montant total des titres placés en dollars, du nombre de souscripteurs ou d'acquéreurs dans chaque territoire et des dispenses invoquées doit correspondre à celle fournie dans l'Appendice 1;
- l'identité des personnes rémunérées indiquée dans la rubrique 8 doit correspondre à celle fournie dans l'Appendice 1 à l'égard des personnes rémunérées pour chaque souscripteur ou acquéreur;
- l'information au sujet des administrateurs, membres de la haute direction et promoteurs fournie dans la rubrique 9 doit correspondre à celle indiquée dans l'Appendice 2.

5. Indiquer correctement le nombre total de souscripteurs ou d'acquéreurs

Le tableau inclus au paragraphe *f* de la rubrique 7 exige la présentation du nombre total de souscripteurs ou d'acquéreurs uniques auprès desquels l'émetteur a placé des titres. Pour établir ce nombre, l'émetteur doit comptabiliser chaque souscripteur ou acquéreur une seule fois, peu importe s'il a placé différents types de titres auprès de celui-ci, à des dates différentes et qu'il a invoqué plusieurs dispenses de prospectus pour le faire.

6. Veiller à ce que le coût d'acquisition des titres placés soit exact

Si l'émetteur se prévaut de la dispense de prospectus prévue à l'article 2.10 [*Investissement d'une somme minimale*] de la Norme canadienne 45-106 pour les placements auprès d'un souscripteur ou d'un acquéreur, le coût d'acquisition payé par le souscripteur ou l'acquéreur doit être d'au moins 150 000 \$ (entre autres conditions), et le coût indiqué à la rubrique 7 et l'Appendice 1 doit au moins correspondre à la somme minimale. L'émetteur ne peut placer de titres sous le régime de cette dispense de prospectus auprès d'un souscripteur ou d'un acquéreur qui est une personne physique ou auprès de plusieurs souscripteurs ou acquéreurs agissant de concert ou comme un « syndicat » afin de regrouper les souscripteurs ou acquisitions distinctes et ainsi atteindre le montant minimal de 150 000 \$.

7. Veiller à ce qu'une dispense de prospectus valide soit ouverte

Les dispenses de prospectus ne sont pas toutes ouvertes dans l'ensemble des territoires. L'émetteur devrait s'assurer qu'une dispense de prospectus valide est indiquée au paragraphe *f* de la rubrique 7 et à l'Appendice 1 pour chaque souscripteur ou acquéreur.

L'émetteur pourrait devoir déclarer au paragraphe *f* de la rubrique 7 et dans l'Appendice 1 les différentes dispenses de prospectus invoquées pour un même placement effectué dans plusieurs territoires et pour lequel la même dispense de prospectus n'était pas ouverte dans chacun d'eux.

8. Indiquer la totalité de la rémunération versée dans le cadre du placement

L'émetteur doit remplir la rubrique 8 pour chaque personne à qui il verse ou versera directement une rémunération dans le cadre du placement. La rémunération comprend les commissions en espèces, la rémunération à base de titres, les cadeaux, les escomptes et toute autre rémunération similaire versée dans le cadre d'un placement de titres, peu importe l'expression utilisée pour décrire le paiement. Par

exemple, nous estimons que les courtages et les frais de financement constituent une rémunération dans le cadre d'un placement.

La rémunération n'inclut pas les paiements pour services connexes, tels que les services de bureau, l'impression et les services juridiques ou comptables.

La rubrique 8 n'exige pas de précisions sur les accords d'affectation interne avec les administrateurs, les dirigeants ou les salariés d'une entité rémunérée par l'émetteur.

9. Dater et attester la déclaration

La rubrique 10 de la déclaration doit comporter la date et la signature de la personne qui atteste la déclaration. Cette dernière doit être un administrateur ou un dirigeant de l'émetteur ou du preneur ferme. Si l'émetteur ou le preneur ferme n'est pas une société par actions, une personne physique exerçant des fonctions analogues à celles d'un administrateur ou d'un dirigeant (selon l'émetteur ou le preneur ferme) peut attester la déclaration.

Par exemple, si l'émetteur est une fiducie, la déclaration peut être attestée par son fiduciaire. S'il est un fonds d'investissement, un administrateur ou un dirigeant du gestionnaire de fonds d'investissement (ou une personne physique qui exerce des fonctions analogues lorsque le gestionnaire de fonds d'investissement n'est pas une société par actions) peut attester la déclaration si le fonds d'investissement l'y a autorisé.

Un agent de dépôt qui remplit la déclaration pour le compte d'un émetteur ne peut l'attester ou la signer, mais il doit indiquer ses coordonnées à la rubrique 11.

ANNEXE 2

Liste de vérification des nouvelles obligations d'information

Les nouvelles obligations d'information introduites par la nouvelle déclaration sont énumérées dans la liste ci-après, qui vise à aider les déposants à recueillir l'information requise pour remplir la nouvelle déclaration.

Tous les émetteurs	<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Nom précédent le plus récent (s'il a changé au cours des 12 derniers mois) <input type="checkbox"/> Site Web de l'émetteur (le cas échéant) et du preneur ferme (s'il en a un et qu'il n'est pas une personne inscrite) <input type="checkbox"/> Identifiant pour les entités juridiques (le cas échéant) <input type="checkbox"/> Numéro BDNI du preneur ferme <input type="checkbox"/> Numéros CUSIP des titres placés (s'il y a lieu) <input type="checkbox"/> Renseignements sur le placement (nombre de souscripteurs ou d'acquéreurs et montant total réuni) par territoire et dispense de prospectus invoquée <input type="checkbox"/> Liste de tous les documents relatifs au placement à déposer auprès de l'autorité en valeurs mobilières ou de l'agent responsable pour les placements effectués en Saskatchewan, en Ontario, au Québec, au Nouveau-Brunswick ou en Nouvelle-Écosse ou leur être transmis (et s'ils doivent être déposés auprès de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario ou lui être transmis, des versions électroniques de ces documents) <input type="checkbox"/> Numéro BDNI de la personne inscrite rémunérée (s'il y a lieu) <input type="checkbox"/> Indication que la personne rémunérée a facilité ou non le placement par l'intermédiaire d'un portail de financement ou d'un portail Internet <input type="checkbox"/> Description des modalités de toute rémunération différée <input type="checkbox"/> Relation entre la personne rémunérée et l'émetteur ou le gestionnaire de fonds d'investissement (reliée à l'émetteur ou au gestionnaire de fonds d'investissement/initié/administrateur ou dirigeant/salarié/aucune de ces réponses) <p>Appendice 1 (non rendu public)</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Adresse électronique du souscripteur ou de l'acquéreur (si celui-ci l'a fournie) <input type="checkbox"/> Dispense de prospectus invoquée pour placer des titres auprès de chaque souscripteur ou acquéreur <input type="checkbox"/> Indication que le souscripteur ou l'acquéreur est ou non une personne inscrite ou un initié <input type="checkbox"/> Nom de la personne rémunérée dans le cadre du placement pour chaque souscripteur ou acquéreur
Émetteur qui n'est pas un fonds d'investissement	<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Code du SCIAN <input type="checkbox"/> Stade d'exploitation des émetteurs du secteur minier (exploration/développement/production)

	<input type="checkbox"/> Secteurs dans lesquels l'émetteur investit ses actifs (hypothécaire/immobilier/commercial/consommation/sociétés fermées) <input type="checkbox"/> Nombre de salariés (à l'intérieur d'une fourchette) <input type="checkbox"/> Numéro de profil SEDAR (le cas échéant) Si l'émetteur n'a pas de profil SEDAR : <input type="checkbox"/> Date de constitution <input type="checkbox"/> Date de clôture d'exercice <input type="checkbox"/> Territoires du Canada où il est assujetti <input type="checkbox"/> Numéro CUSIP (le cas échéant) <input type="checkbox"/> Nom des bourses d'inscription <input type="checkbox"/> Taille des actifs (à l'intérieur d'une fourchette)
Émetteur qui est un fonds d'investissement	<input type="checkbox"/> Numéro BDNI du gestionnaire de fonds d'investissement <input type="checkbox"/> Site Web du gestionnaire de fonds d'investissement (s'il en a un mais pas de numéro BDNI) <input type="checkbox"/> Type de fonds d'investissement (marché monétaire/actions/revenu fixe/équilibré/stratégies alternatives/autres) <input type="checkbox"/> Date de constitution <input type="checkbox"/> Date de clôture de l'exercice <input type="checkbox"/> Territoires du Canada où il est assujetti <input type="checkbox"/> Numéro CUSIP (le cas échéant) <input type="checkbox"/> Nom des bourses d'inscription <input type="checkbox"/> Valeur liquidative (à l'intérieur d'une fourchette) et date de calcul <input type="checkbox"/> Produit net par territoire
Émetteur qui ne correspond à aucun de ces critères : <ul style="list-style-type: none"> • émetteur qui est un fonds d'investissement • émetteur assujetti et ses filiales en propriété exclusive • émetteur à capital ouvert étranger et ses filiales en propriété exclusive • émetteur qui place des titres étrangers admissibles uniquement auprès de clients autorisés 	<input type="checkbox"/> Nom, titre et lieu de résidence des administrateurs, membres de la haute direction et promoteurs <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Si le promoteur n'est pas une personne physique, cette information est aussi exigée pour ses administrateurs et membres de la haute direction Appendice 2 (non rendu public) <input type="checkbox"/> Adresse électronique et numéro de téléphone professionnels du chef de la direction de l'émetteur <input type="checkbox"/> Adresse domiciliaire des administrateurs, membres de la haute direction, promoteurs et personnes participant au contrôle qui sont des personnes physiques <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Si le promoteur ou la personne participant au contrôle n'est pas une personne physique, cette information est exigée pour ses administrateurs et membres de la haute direction. <input type="checkbox"/> Si la personne participant au contrôle n'est pas une personne physique, indiquer ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Nom de l'organisation ou de la société <input type="checkbox"/> Province ou pays de l'établissement

ANNEXE 3

Foire aux questions

Dépôt de la déclaration

1. Un émetteur dont le siège est situé en Alberta place des titres auprès d'un souscripteur ou d'un acquéreur qui réside en Saskatchewan. Dans quel territoire est-il tenu de déposer la déclaration?

L'émetteur doit déposer une déclaration auprès de l'Alberta Securities Commission et de la Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan.

Il est tenu de déposer une déclaration dans chaque territoire où le placement a eu lieu. Pour établir si un placement a eu lieu dans un ou plusieurs territoires du Canada, on se reportera à la législation en valeurs mobilières, aux directives en valeurs mobilières et à la jurisprudence applicables.

Par exemple :

- En Alberta, l'émetteur devrait consulter la Policy 45-601 *Distributions Outside Alberta* de l'Alberta Securities Commission.
- En Colombie-Britannique, il devrait consulter la BC Interpretation Note 72-702 *Distribution of Securities to Persons Outside British Columbia*.
- Au Nouveau-Brunswick, il devrait consulter l'instruction complémentaire relative à la Règle locale 72-501, *Placement de valeurs mobilières auprès de personnes à l'extérieur du Nouveau-Brunswick*.
- Au Québec, il devrait consulter l'Avis du personnel de l'Autorité des marchés financiers – la Norme canadienne 45-106 sur les *dispenses de prospectus et d'inscription : Questions fréquemment posées*.

Dans tous les cas, il y a placement lorsque celui-ci est fait à un souscripteur ou à un acquéreur résidant dans le territoire concerné. Dans la plupart des cas, cela comprend tout placement effectué par un émetteur dont le siège (ou celui du gestionnaire si l'émetteur est un fonds d'investissement) est situé dans ce territoire auprès de souscripteurs ou d'acquéreurs qui résident à l'extérieur de celui-ci. Un placement peut également avoir lieu dans un territoire du Canada avec lequel l'émetteur a un rattachement significatif.

Dans le doute, la déclaration devrait être déposée dans le territoire en question.

2. Comment l'émetteur doit-il s'y prendre pour déposer la déclaration relative à un placement effectué auprès de souscripteurs ou d'acquéreurs dans chaque territoire membre des ACVM?

Les émetteurs sont tenus de déposer la déclaration par voie électronique dans l'ensemble des territoires membres des ACVM, à l'exception de certains émetteurs étrangers lorsqu'ils effectuent leurs dépôts au moyen de SEDAR. La British Columbia Securities Commission (BCSC) est à élaborer un système de dépôt en ligne sur eServices pour pouvoir accueillir les données structurées de la déclaration. Les émetteurs qui font le dépôt en Colombie-Britannique et en Ontario déposeront la

déclaration auprès de la BCSC et de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (CVMO) en remplissant un formulaire électronique sur le système eServices de la BCSC et l'Electronic Filing Portal de la CVMO, respectivement.

Dans tous les territoires membres des ACVM autres que la Colombie-Britannique et l'Ontario, les émetteurs, sauf certains émetteurs étrangers, sont tenus de déposer la déclaration au moyen de SEDAR conformément à la Norme canadienne 13-101 sur le *Système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR)*. Le système eServices de la BCSC et l'Electronic Filing Portal de la CVMO généreront tous deux une copie électronique de la déclaration remplie que les émetteurs pourront ensuite déposer au moyen de SEDAR, s'il y a lieu.

Les Appendices 1 et 2 de la déclaration doivent être déposés en format .xlsx suivant les modèles Excel élaborés par les ACVM. On peut les obtenir sur le site Web de chacun des membres des ACVM et par les liens suivants :

- modèle d'Appendice 1;
- modèle d'Appendice 2.

3. L'émetteur a placé des titres du 28 juin au 1^{er} juillet 2016. Devrait-il déposer la déclaration actuelle ou la nouvelle déclaration?

Les émetteurs sont tenus de déposer la nouvelle déclaration pour les placements effectués à compter du 30 juin 2016. Cependant, si la clôture du placement a lieu dans les 10 jours précédant ou suivant le 30 juin 2016, l'émetteur peut déposer soit la déclaration actuelle, soit la nouvelle déclaration.

Dans cet exemple, l'émetteur peut choisir l'une ou l'autre des déclarations, mais doit la déposer au plus tard le 8 juillet 2016 (10 jours après la date du placement initial auquel la déclaration se rapporte).

Pour davantage de précisions sur la déclaration à déposer, se reporter aux exemples fournis dans le Tableau 1 de l'Annexe 4.

4. A-t-on prévu une période de transition pour les émetteurs qui sont des fonds d'investissement et qui déposent les déclarations annuellement?

Oui, une période de transition a été prévue pour permettre à l'émetteur qui est un fonds d'investissement effectuant des dépôts annuels de déposer la déclaration actuelle ou la nouvelle déclaration pour les placements effectués avant le 1^{er} janvier 2017. Pour ceux effectués à compter de cette date, tous les fonds d'investissement effectuant des dépôts annuels doivent utiliser la nouvelle déclaration.

Les fonds d'investissement effectuant des dépôts annuels ne sont plus tenus de déposer de déclaration annuelle dans les 30 jours suivant la fin de leur exercice. À compter du 30 juin 2016, ils doivent la déposer dans les 30 jours suivant la fin de l'année civile, ce qui signifie qu'ils seront tenus de la déposer au plus tard le 30 janvier 2017 relativement aux placements effectués avant le 1^{er} janvier 2017 (et n'ayant pas été déclarés antérieurement).

Pour davantage de précisions sur la période de transition, se reporter aux exemples fournis dans le Tableau 2 de l'Annexe 4.

5. Quels renseignements doit-on fournir dans la déclaration pour le nom de famille et les prénoms des personnes physiques²?

Le prénom est le prénom donné à une personne physique pour la désigner au sein des membres de sa famille, lesquels portent habituellement le même nom de famille. Tous les prénoms doivent être indiqués.

L'ordre du nom de famille et des prénoms peut varier selon la culture. Indiquer le « nom de famille » et le ou les « prénom(s) » dans les champs appropriés de la déclaration sans tenir compte de l'ordre dans lequel ils sont donnés ou traditionnellement utilisés.

Ne pas inclure de pseudonymes, de surnoms, de noms d'usage, d'initiales ou d'abréviations des noms complets dans les champs relatifs aux noms.

6. Qu'est-ce que l'identifiant pour les entités juridiques? L'émetteur doit-il en obtenir un pour remplir la rubrique 3 de la déclaration?

L'identifiant pour les entités juridiques (*legal entity identifier* ou « LEI » en anglais) est un code à 20 caractères alphanumériques reconnu mondialement pour identifier les entités qui concluent des opérations financières. L'émetteur qui en possède déjà un doit le fournir à la rubrique 3. Dans le cas contraire, il n'est pas nécessaire d'en obtenir un pour remplir la déclaration.

7. Comment l'émetteur peut-il obtenir le code du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) correspondant à ses activités?

Le SCIAN a été élaboré pour classer les activités des entreprises en Amérique du Nord; il couvre aussi une grande variété de secteurs existant ailleurs dans le monde.

L'émetteur qui connaît déjà le code du SCIAN correspondant à ses activités devrait l'utiliser. Par exemple, les entreprises canadiennes qui produisent des déclarations de revenus auprès de l'Agence du revenu du Canada devraient utiliser le même code du SCIAN que celui indiqué dans leurs déclarations.

L'émetteur qui ne connaît pas son code du SCIAN devrait se servir de l'[outil de recherche de Statistique Canada](#)³ pour le trouver. Il peut aussi utiliser l'[outil de recherche du United States Census Bureau](#)⁴.

Les outils de recherche en ligne susmentionnés permettent à l'émetteur de saisir des mots-clés décrivant ses activités et génèrent une liste d'activités principales contenant ces mots ainsi que les codes du SCIAN correspondants. L'émetteur auquel plusieurs codes peuvent s'appliquer devrait choisir celui dont la description se rapproche le plus de son activité principale. Il peut également parcourir la liste des secteurs d'activité du SCIAN pour trouver une description plus détaillée des activités au niveau de la classe et le code à 6 chiffres de celle correspondant de plus près à son activité principale.

² Le nom des personnes physiques doit être fourni au paragraphe *a* de la rubrique 8, aux paragraphes *a* et *b* de la rubrique 9, aux rubriques 10 et 11, et aux Appendices 1 et 2.

³ http://www23.statcan.gc.ca/imdb/p3VD_f.pl?Function=getVD&TVD=118464

⁴ <http://www.census.gov/eos/www/naics/index.html>

Voici des exemples :

Description de l'émetteur	Mots-clés recherchés	Codes du SCIAN possibles
ABC-ABS inc. est une entité ad hoc constituée en vue de la titrisation de portefeuilles de créances et de l'émission de titres à revenu fixe négociables (titres adossés à des actifs)	« entité ad hoc » ou « titrisation »	526981 – Instruments de titrisation
Société minière ABC est une société internationale d'extraction de minerais et de métaux. Elle produit du cuivre, du nickel, de l'or, du zinc, des éléments du groupe du platine et de la pyrite.	« zinc » ou « cuivre » ou « nickel » ou « or »	212233 – Extraction de minerais de cuivre-zinc 212232 – Extraction de minerais de nickel-cuivre 212220 – Extraction de minerais d'or et d'argent
Société en commandite ABC est un fonds de capital-investissement qui investit dans un portefeuille de sociétés à capital fermé. Le fonds acquiert habituellement une participation minoritaire importante dans un portefeuille de sociétés ou une participation lui en donnant le contrôle.	« fonds de placement » ou « société d'investissement » ou « sociétés de portefeuille »	526989 – Tous les autres fonds et instruments financiers divers 523920 – Gestion de portefeuille

Renseignements sur l'émetteur

8. L'émetteur qui dépose la déclaration a été constitué en 2002 par suite d'un plan d'arrangement. Au paragraphe e de la rubrique 5 de la déclaration, faut-il indiquer la date de constitution des entreprises ayant réalisé le plan d'arrangement ou bien la date de réalisation du plan?

Dans cet exemple, l'émetteur n'est pas tenu de fournir au paragraphe e de la rubrique 5 la date de constitution d'une société remplacée, seulement la date de constitution de l'émetteur résultant du plan d'arrangement réalisé en 2002.

9. Comment l'émetteur doit-il faire le décompte de ses salariés pour les besoins du paragraphe b de la rubrique 5 de la déclaration?

Les salariés sont les personnes physiques directement employées par l'émetteur et figurant sur son registre du personnel, y compris celles à temps plein et à temps partiel.

Renseignements sur l'émetteur qui est un fonds d'investissement

10. À quoi les différents types de fonds d'investissement du paragraphe b de la rubrique 6 de la déclaration renvoient-ils?

L'émetteur qui est un fonds d'investissement doit sélectionner, au paragraphe b de la rubrique 6, le type de fonds d'investissement qui le décrit le plus précisément selon ce qui suit :

- Marché monétaire – un fonds d'investissement qui investit dans des espèces, des quasi-espèces ou des titres de créance à court terme, comme les obligations d'État et les bons du Trésor.
- Actions – un fonds d'investissement qui investit principalement dans des titres de capitaux propres d'autres émetteurs.

- Revenu fixe – un fonds d’investissement qui investit principalement dans des titres (de créance) à revenu fixe.
- Équilibré – un fonds d’investissement qui investit principalement dans une combinaison équilibré de titres à revenu fixe et de titres de capitaux propres.
- Stratégies alternatives – un fonds d’investissement qui adopte essentiellement des stratégies d’investissement non traditionnelles, notamment la vente à découvert, l’effet de levier ou l’utilisation de dérivés, ou qui investit principalement dans des catégories d’actifs non traditionnels, comme l’immobilier ou les marchandises.
- Autre – un fonds d’investissement qui ne correspond à aucun des types de fonds d’investissement susmentionnés. Inclure une courte description du type de fonds d’investissement dans l’espace prévu à cette fin.

11. Dans quelles circonstances pourrait-on considérer qu’un fonds d’investissement investit principalement dans d’autres fonds d’investissement aux fins de la rubrique b de la rubrique 6 de la déclaration?

Un fonds d’investissement est généralement considéré comme un « fonds de fonds » si, dans une conjoncture normale du marché, la majorité de ses actifs sont investis dans d’autres fonds. Le fait que cette stratégie figure expressément dans les objectifs d’investissement du fonds est un facteur dont il faut tenir compte à cette fin.

Modalités du placement

12. Qu’entend-t-on par « situé à l’étranger » à la rubrique 7 de la déclaration?

Il incombe à l’émetteur et à son conseiller juridique d’établir dans quel territoire, y compris les territoires du Canada, est situé l’émetteur afin de déterminer celui dans lequel le placement a eu lieu.

On se fondera sur les faits et les circonstances propres à chaque placement. L’émetteur devrait prendre en considération les facteurs suivants :

- le territoire où se situe principalement l’âme dirigeante de l’émetteur; on peut se fonder sur l’emplacement du siège de l’émetteur ou de la résidence de ses principaux administrateurs et dirigeants;
- le territoire où l’émetteur exerce ses activités d’exploitation;
- le territoire où l’émetteur administre ses affaires;
- si des activités visant la réalisation d’un placement ont eu lieu dans un territoire donné, notamment des activités de publicité ou de démarchage, des négociations, des activités de placeur ou des activités de relations avec les investisseurs;
- le territoire dans lequel l’émetteur est constitué.

Bien que non exhaustifs, les exemples de types de facteurs ci-dessus devraient être pris en considération afin d’établir le territoire à partir duquel un placement est effectué.

13. Quelles dates doit-on fournir comme date(s) du placement au paragraphe *b* de la rubrique 7 de la déclaration?

Si la déclaration concerne des titres placés à une seule date de placement, fournir cette date comme dates de début et de fin au paragraphe *b* de la rubrique 7. Par exemple, si la déclaration concerne des titres placés le 1^{er} juillet 2016 seulement, indiquer cette date dans les deux cas.

Si la déclaration concerne des titres placés à plusieurs dates de placement, indiquer au paragraphe *b* de la rubrique 7 la date du premier placement comme date de début et celle du dernier placement comme date de fin. Il est possible de déposer une seule déclaration pour des placements ayant lieu à différentes dates, mais seulement s'ils ont lieu au cours d'une période de 10 jours et que la déclaration est déposée au plus tard 10 jours après la date du premier placement (sauf dans le cas des fonds d'investissement qui effectuent des déclarations annuelles).

Par exemple :

- Si la déclaration concerne des titres placés les 1^{er}, 4, 5 et 7 juillet 2016, indiquer le 1^{er} juillet 2016 comme date de début et le 7 juillet 2016 comme date de fin au paragraphe *b* de la rubrique 7.
- Si la déclaration est déposée pour un émetteur qui est un fonds d'investissement la déposant annuellement et ayant procédé à un placement permanent du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2017, indiquer le 1^{er} janvier 2017 comme date de début et le 31 décembre 2017 comme date de fin au paragraphe *b* de la rubrique 7.

14. Le type de titre placé par l'émetteur ne figure pas dans la liste des codes des titres de l'instruction 12 de la déclaration. Quel code l'émetteur devrait-il indiquer au paragraphe *d* de la rubrique 7 de la déclaration?

La liste des codes des titres fournie à l'instruction 12 de la déclaration englobe la plupart des types de titres placés par les émetteurs qui déposent des déclarations au Canada. Si le titre placé ne se trouve pas sur la liste, saisir « OTH » (pour autres) comme code de titre au paragraphe *d* de la rubrique 7 et inclure une description du titre dans l'espace prévu à cette fin. Voici des exemples :

Code du titre			Numéro CUSIP (le cas échéant)	Description du titre
N	O	T	555555555	Billets à moyen terme au taux de 6,26 %
C	E	R	555555556	Certificats de titres avec flux identiques adossés à des créances hypothécaires commerciales
U	B	S		Unités composées d'une action ordinaire et de la moitié d'un bon de souscription d'actions non transférable
O	T	H		Créance hypothécaire syndiquée
O	T	H		Certificat mondial d'actions étrangères

15. Comment l'émetteur doit-il calculer le nombre de souscripteurs ou d'acquéreurs uniques pour les besoins du paragraphe *f* de la rubrique 7 de la déclaration?

Dans le calcul du nombre total de souscripteurs ou d'acquéreurs uniques, ne compter chaque souscripteur ou acquéreur qu'une seule fois, même si l'émetteur a placé auprès de lui plusieurs types de titres et à différentes dates, et qu'il s'est prévalu de plusieurs dispenses de prospectus à cette fin.

Prenons l'exemple d'un émetteur situé en Alberta qui place les titres suivants (obligations non

garanties à 10 \$ et actions ordinaires à 10 \$) :

- 100 obligations non garanties auprès du souscripteur ou de l'acquéreur A en Alberta sous le régime de la dispense de prospectus pour placement auprès d'investisseurs qualifiés;
- 100 actions ordinaires auprès du souscripteur ou de l'acquéreur A en Alberta sous le régime de la dispense de prospectus pour placement au moyen d'une notice d'offre;
- 100 actions ordinaires auprès du souscripteur ou de l'acquéreur B en Alberta sous le régime de la dispense de prospectus pour placement auprès d'investisseurs qualifiés;
- 100 actions ordinaires auprès du souscripteur ou de l'acquéreur C en Ontario sous le régime de la dispense de prospectus pour placement auprès de parents, amis et partenaires;
- 100 obligations non garanties auprès du souscripteur ou de l'acquéreur D en France sous le régime de la dispense de prospectus pour placement auprès d'investisseurs qualifiés.

Dans cet exemple, il y a un total de 4 souscripteurs ou acquéreurs uniques.

Le tableau du paragraphe *f* de la rubrique 7 exige une ligne distincte pour ce qui suit : i) chaque territoire où un souscripteur ou un acquéreur réside; ii) chaque dispense invoquée dans le territoire où un souscripteur ou un acquéreur réside, s'il s'agit d'un territoire du Canada, et iii) chaque dispense invoquée au Canada, si le souscripteur ou l'acquéreur réside à l'étranger. Il devrait être rempli comme suit :

Territoire	Dispense invoquée	Nombre de souscripteurs ou d'acquéreurs	Montant total (\$ CA)
Alberta	Investisseur qualifié (art. 2.3 de la Norme canadienne 45-106)	2	2 000
Alberta	Notice d'offre (par. 2.1 de l'art. 2.9 de la Norme canadienne 45-106)	1	1 000
Ontario	Parents, amis et partenaires (art. 2.5 de la Norme canadienne 45-106)	1	1 000
France	Investisseur qualifié (art. 2.3 de la Norme canadienne 45-106)	1	1 000
Montant total des titres placés en dollars			5 000
Nombre total de souscripteurs ou d'acquéreurs uniques²		4	

Dans l'Appendice 1, créer une entrée séparée pour chaque date de placement, type de titre placé et dispense invoquée pour le placement effectué auprès de chaque souscripteur ou acquéreur. Dans l'exemple ci-dessus, il y aura donc dans cet appendice deux entrées distinctes pour le souscripteur ou l'acquéreur A : une pour le placement de 100 obligations non garanties sous le régime de la dispense de prospectus pour placement auprès d'investisseurs qualifiés et une deuxième pour le placement de 100 actions ordinaires sous le régime de la dispense de prospectus pour placement au moyen d'une notice d'offre.

16. Est-il nécessaire de fournir la liste des documents de commercialisation au paragraphe *h* de la rubrique 7 de la déclaration?

Oui, si la législation en valeurs mobilières de la Saskatchewan, de l'Ontario, du Québec, du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse prévoit que ces documents doivent être déposés auprès de l'autorité en valeurs mobilières ou de l'agent responsable ou lui être transmis dans le cadre du placement en vertu de la dispense invoquée.

Au paragraphe *h* de la rubrique 7, les émetteurs sont tenus d'énumérer les documents qui, selon la dispense invoquée, doivent être déposés auprès de l'autorité en valeurs mobilières ou de l'agent

responsable ou lui être transmis relativement au placement dans ces territoires, et de lui fournir certains détails à leur sujet. Il s'agit d'une obligation d'information uniquement; la déclaration n'impose pas de nouvelles obligations de transmission ou de dépôt de documents relatifs au placement.

Si la dispense de prospectus invoquée pour effectuer le placement exige le dépôt de documents de commercialisation, l'émetteur est tenu de les énumérer au paragraphe *h* de la rubrique 7. Par exemple, s'il place des titres auprès de souscripteurs ou d'acquéreurs de l'Ontario sous le régime de la dispense pour placement au moyen d'une notice d'offre prévue à l'article 2.9 de la Norme canadienne 45-106, il est tenu d'énumérer les documents de commercialisation qui doivent être intégrés ou sont réputés intégrés par renvoi dans la notice d'offre.

En Ontario seulement, si les documents relatifs au placement énumérés au paragraphe *h* de la rubrique 7 doivent être déposés auprès de la CVMO ou lui être transmis (et qu'ils ne l'ont pas déjà été), des versions électroniques de ces documents doivent être jointes à la déclaration et soumises par voie électronique sur l'Electronic Filing Portal de la CVMO.

Renseignements sur la rémunération

17. De quelle manière l'émetteur doit-il déclarer la rémunération versée à deux courtiers dans le cadre du placement?

La rubrique 8 de la déclaration doit être remplie séparément pour chaque courtier à qui l'émetteur verse une rémunération dans le cadre du placement.

L'émetteur doit indiquer au point 3 du paragraphe *f* de l'Appendice 1 lequel des deux courtiers a reçu une rémunération dans le cadre du placement effectué auprès de chaque souscripteur ou acquéreur en précisant le numéro BDNI du courtier ou son nom complet s'il n'est pas une société inscrite. Le numéro BDNI ou le nom doit correspondre à celui fourni à la rubrique 8. Si aucun des deux courtiers n'a été rémunéré dans le cadre du placement effectué auprès d'un souscripteur ou d'un acquéreur en particulier, laisser le point 3 du paragraphe *f* de l'Appendice 1 en blanc pour celui-ci.

Comme il est indiqué dans les instructions du paragraphe *d* de la rubrique 8, aucune précision sur les accords d'affectation interne avec les administrateurs, les dirigeants ou les salariés des entités rémunérées par l'émetteur n'est exigée dans la déclaration.

18. L'émetteur a conclu une entente d'indication de clients conformément à laquelle il verse une commission annuelle récurrente à un tiers tant que le souscripteur ou l'acquéreur détient les titres placés. Est-il tenu d'indiquer la commission dans la déclaration? Doit-il la déclarer chaque année aussi longtemps qu'elle est versée?

Si la commission d'indication de clients est versée dans le cadre d'un placement, l'émetteur est tenu de l'indiquer au paragraphe *d* de la rubrique 8 de la déclaration en cochant la case servant à indiquer qu'une personne reçoit une rémunération différée relativement au placement et en fournissant une description des modalités de l'entente d'indication dans l'espace prévu à cette fin.

L'émetteur n'est pas tenu de déclarer la commission d'indication de client chaque année. Si aucun placement effectué au cours d'une année en particulier n'a donné lieu au versement de commissions d'indication de clients, aucun montant n'est à déclarer à ce titre pour l'année en question.

19. Que signifient les expressions « portail de financement » et « portail Internet » dans le paragraphe a de la rubrique 8 de la déclaration?

Ces expressions désignent globalement l'intermédiaire qui fournit aux émetteurs une plateforme en ligne leur permettant d'offrir et de vendre des titres à des investisseurs. Elles incluent les portails de financement au sens défini dans la Norme canadienne 45-108 sur le *financement participatif*.

Renseignements sur le souscripteur ou l'acquéreur

20. L'émetteur a vendu des actions à un souscripteur ou à un acquéreur ayant donné comme instructions d'inscrire ces actions au nom de son conseiller en placement. Quel nom l'émetteur doit-il indiquer dans l'Appendice 1 de la déclaration?

Dans la déclaration, on entend par « souscripteur » ou « acquéreur » celui qui a la propriété véritable des titres (sauf dans le cas des comptes gérés sous mandat discrétionnaire décrits ci-dessous). Dans cet exemple, l'émetteur devrait indiquer comme souscripteur ou acquéreur le nom du propriétaire véritable dans l'Appendice 1. Le conseiller en placement est le porteur inscrit dans ce cas, non le propriétaire véritable.

De même, la fiducie ou la société de portefeuille personnelle qui souscrit ou acquiert des titres d'un émetteur en est le propriétaire véritable. Il n'y a pas obligation de fournir le nom des bénéficiaires de la fiducie ou des actionnaires de la société de portefeuille.

Il n'est pas obligatoire de fournir dans l'Appendice 1 les renseignements sur le propriétaire véritable si une société de fiducie ou un conseiller inscrit est réputé avoir souscrit ou acquis les titres pour son propre compte au nom d'un compte géré sous mandat discrétionnaire et que l'émetteur se prévaut de la dispense prévue au paragraphe *p* ou *q* de la définition de l'expression « investisseur qualifié » à l'article 1.1 de la Norme canadienne 45-106 pour émettre les titres. Dans un tel cas, seul le nom de la société de fiducie ou du courtier inscrit devrait être fourni à l'Appendice 1.

21. L'émetteur n'a pas l'adresse électronique d'un souscripteur ou d'un acquéreur. Que doit-il inscrire à l'alinéa c du paragraphe 7 de l'Appendice 1 de la déclaration?

Si le souscripteur ou l'acquéreur n'a pas fourni d'adresse électronique à l'émetteur, ou n'en a pas, l'émetteur peut laisser en blanc l'alinéa *c* du paragraphe 7 de l'Appendice 1.

ANNEXE 4

Transition vers la nouvelle déclaration

La présente annexe donne des indications supplémentaires sur la déclaration à déposer en date du 30 juin 2016, date d'entrée en vigueur des modifications.

Émetteurs autres que les fonds d'investissement effectuant des dépôts annuels

Hormis les émetteurs qui sont des fonds d'investissement et qui déposent des déclarations annuellement, tous les émetteurs doivent utiliser la nouvelle déclaration pour les placements effectués à compter du 30 juin 2016, date d'entrée en vigueur des modifications. L'émetteur qui effectue un placement avant le 30 juin 2016 et dont la date limite pour déposer la déclaration tombe après cette date doit déposer la déclaration actuelle. L'émetteur qui effectue plusieurs placements au cours d'une période de 10 jours débutant avant le 30 juin 2016 et prenant fin après cette date peut, pour les déclarer, déposer la déclaration actuelle ou la nouvelle déclaration.

Le tableau 1 qui suit donne des précisions sur la déclaration qui doit être déposée.

TABLEAU 1 : DÉPÔT DE LA NOUVELLE DÉCLARATION			
	Période de placement visée par la déclaration	Date limite de dépôt ⁵	Déclaration exigée
Émetteur 1	20 juin au 29 juin 2016	30 juin 2016	Déclaration actuelle
Émetteur 2	21 juin au 30 juin 2016	1 ^{er} juillet 2016	Déclaration actuelle <u>ou</u> nouvelle déclaration
Émetteur 3	27 juin 2016	7 juillet 2016	Déclaration actuelle
Émetteur 4	28 juin au 1 ^{er} juillet 2016	8 juillet 2016	Déclaration actuelle <u>ou</u> nouvelle déclaration

⁵ La déclaration doit être déposée au plus tard 10 jours après le premier placement indiqué dans la déclaration.

Émetteur 5	30 juin au 8 juillet 2016	10 juillet 2016 ⁶	Nouvelle déclaration
Émetteur 6	4 juillet 2016	14 juillet 2016	Nouvelle déclaration
Émetteur 7	5 juillet au 14 juillet 2016	15 juillet 2016	Nouvelle déclaration

Émetteurs qui sont des fonds d'investissement effectuant des dépôts annuels

Les fonds d'investissement se prévalant de certaines dispenses de prospectus peuvent déposer des déclarations de placement avec dispense annuellement, dans les 30 jours suivant la fin de l'année civile. Nous avons prévu une période de transition pour permettre aux fonds d'investissement effectuant des dépôts annuels de déposer la déclaration actuelle ou la nouvelle déclaration pour les placements effectués avant le 1^{er} janvier 2017. Pour ceux effectués à compter de cette date, tous les fonds d'investissement effectuant des dépôts annuels doivent utiliser la nouvelle déclaration.

Le tableau 2 qui suit donne des précisions sur la déclaration qui doit être déposée.

TABLEAU 2 : PÉRIODE DE TRANSITION POUR LES ÉMETTEURS QUI SONT DES FONDS D'INVESTISSEMENT EFFECTUANT DES DÉPÔTS ANNUELS							
	Fin d'exercice	2016		2017		2018	
		Date limite de dépôt	Déclaration exigée	Date limite de dépôt	Déclaration exigée	Date limite de dépôt	Déclaration exigée
Fonds d'investissement 1	31 décembre	30 janvier 2016	Déclaration actuelle - Placements effectués entre le 1 ^{er} janvier et le 31 décembre 2015	30 janvier 2017	Déclaration actuelle <u>ou</u> nouvelle déclaration - Placements effectués entre le 1 ^{er} janvier et le 31 décembre 2016	30 janvier 2018	Nouvelle déclaration - Placements effectués entre le 1 ^{er} janvier et le 31 décembre 2017

⁶ Si la date limite de dépôt tombe un samedi, un dimanche ou un autre jour où le membre des ACVM auprès duquel la déclaration doit être déposée est fermé, la date limite tombe le jour suivant où il est ouvert.

**TABEAU 2 : PÉRIODE DE TRANSITION POUR LES ÉMETTEURS QUI SONT DES FONDS D'INVESTISSEMENT
EFFECTUANT DES DÉPÔTS ANNUELS**

	Fin d'exercice	2016		2017		2018	
		Date limite de dépôt	Déclaration exigée	Date limite de dépôt	Déclaration exigée	Date limite de dépôt	Déclaration exigée
Fonds d'investissement 2	30 avril	30 mai 2016	Déclaration actuelle - Placements effectués entre le 1 ^{er} mai 2015 et le 30 avril 2016	30 janvier 2017	Déclaration actuelle <u>ou</u> nouvelle déclaration - Placements effectués entre le 1 ^{er} mai et le 31 décembre 2016	30 janvier 2018	Nouvelle déclaration - Placements effectués entre le 1 ^{er} janvier et le 31 décembre 2017
Fonds d'investissement 3	31 mai	30 juin 2016	Déclaration actuelle - Placements effectués entre le 1 ^{er} juin 2015 et le 31 mai 2016	30 janvier 2017	Déclaration actuelle <u>ou</u> nouvelle déclaration - Placements effectués entre le 1 ^{er} juin et le 31 décembre 2016	30 janvier 2018	Nouvelle déclaration - Placements effectués entre le 1 ^{er} janvier et le 31 décembre 2017
Fonds d'investissement 4	30 juin	s.o.	s.o.	30 janvier 2017	Déclaration actuelle <u>ou</u> nouvelle déclaration - Placements effectués entre le 1 ^{er} juillet 2015 et le 31 décembre 2016	30 janvier 2018	Nouvelle déclaration - Placements effectués entre le 1 ^{er} janvier et le 31 décembre 2017
Fonds d'investissement 5	30 septembre	s.o.	s.o.	30 janvier 2017	Déclaration actuelle <u>ou</u> nouvelle déclaration - Placements effectués entre le 1 ^{er} octobre 2015 et le 31 décembre 2016	30 janvier 2018	Nouvelle déclaration - Placements effectués entre le 1 ^{er} janvier et le 31 décembre 2017